

PAS DE TRÈVE SOCIALE POUR MACRON !



SYNDIQUÉZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr

Le Front National n'accédera pas à la présidence de la République.

La CGT rejette et combat depuis toujours les positions de l'extrême droite et a toujours œuvré à faire barrage au Front National, c'est le sens de notre engagement historique.

Malgré tout, le score réalisé par le FN est le signe de la désespérance sociale face aux renoncements successifs des différents gouvernements à agir véritablement pour la justice sociale.

Combattre le FN, c'est aussi combattre les politiques capitalistes portées par Macron et le MEDEF !

Que veut faire Macron ?

- ▲ **Aller vite par ordonnances pour casser encore davantage le code du travail** : priorité aux accords d'entreprise ; simplifier le droit du travail dans les PME ; faciliter les licenciements et plafonner les indemnités de licenciement ...
- ▲ **En finir avec l'indemnisation des chômeur.ses par un contrôle encore plus fort** des privé.es d'emploi qui seront contraint.es d'accepter quasiment n'importe quel poste pour ne pas être radié.es.
- ▲ **Transformer le CICE** (Crédit

d'Impôt pour la Compétitivité de l'Emploi) en exonération de cotisations sociales des employeur.ses

- ▲ **Ubériser le salariat**

▲ **Détruire des postes de fonctionnaires** : 120 000 (50 000 dans la Fonction publique d'état, 70 000 dans la Fonction publique territoriale)

▲ **Privatiser le service public** et faire 60 milliards d'économie sur les services publics et la santé.

Pour en finir avec les divisions, la haine, l'exclusion, le racisme, la xénophobie et le sexisme, exigeons des politiques qui offrent plus de droits pour les salarié.es et portent l'intérêt commun et non les seuls intérêts du capital et du marché de la finance.

QUEL PROGRAMME MACRON POUR L'ÉDUCATION ?

ET LE SOCIAL, BORDEL



Depuis plus de 15 ans, ne soyons pas naïf.ves, quelles que soit les majorités, ce sont toujours les mêmes marottes :

- ▲ autonomie des établissements
- ▲ mutualisation des services et des moyens
- ▲ développement de l'apprentissage.

Macron reste dans la droite ligne de ses prédécesseurs et va encore accentuer ces attaques !

⇒ **Macron veut plus d'autonomie des établissements et enfoncer le clou** : celle-ci ne saura déboucher que sur une mise en concurrence accrue entre les établissements, les personnels et sur une aggravation des inégalités entre les élèves. Cela ne fera que renforcer les pouvoirs des chef.fes d'établissement, dont le recrutement, la formation et le comportement, dans beaucoup de cas, posent déjà problème.

⇒ **Mettre le paquet sur le primaire et concentrer les efforts sur l'éducation prioritaire mais les annonces sont vagues voire démagogiques.** 12 000 postes supplémentaires devraient être pourvus à la rentrée (les 6000 à 10 000 réaffectés sous le quinquennat Hollande, + 4000 à 5000 créations). Nous ne pouvons qu'être dubitatifs devant de telles annonces : d'une part, les gouvernements successifs sous Hollande n'ont pas créé les 60 000 postes initialement prévus et d'autre part, cette annonce de création sera loin de régler la question des conditions de travail dans les écoles, collèges, lycées, GRETA et dans les services (Rectorats/DSSEN). Cela ne fera pas diminuer les effectifs par classe partout sur le territoire que la CGT Educ'action revendique par la création massive de postes dans l'Éducation nationale.

⇒ **Assouplir la réforme des rythmes**

scolaires, laisserait les municipalités libres de revenir à la semaine de 4 jours et libérer ainsi le mercredi dès la rentrée. Pour la CGT Educ'action qui a toujours exigé l'abrogation de cette réforme, tout comme celle qui a réduit le nombre d'heures d'enseignement pour les élèves, cela doit se faire dans un cadre national pour ne pas accentuer la municipalisation de l'école. Elle revendique une déconnexion du temps de service des enseignants à 18h de celui d'enseignement des élèves.

⇒ **Un effort massif pour l'apprentissage** « afin de lutter contre le chômage endémique qui frappe les moins de 25 ans ». Au contraire, la CGT Educ'action continue d'exiger l'arrêt de cette promotion de l'apprentissage uniquement pour répondre aux besoins du patronat. Elle continue de penser qu'une formation professionnelle initiale de qualité doit d'abord se faire sous statut scolaire. Non pas par sectarisme idéologique mais bien parce que cette formation est plus efficace, plus démocratique et porte l'idée de l'émancipation en particulier pour les jeunes issu.es des milieux les plus défavorisés. Cela passe par une remise à plat totale de la réforme du bac pro 3 ans et des moyens financiers et humains supplémentaires, notamment à travers les DGH.

Il ne doit pas y avoir de trêve sociale pour Macron.

Dans nos établissements et services, les situations se sont déjà trop dégradées. Discutons-en dès maintenant, luttons pour nos revendications !

Si chaque agent a conscience que ce sont son dévouement et son sens du service public qui font encore tenir la machine au quotidien, il y a bien également un sentiment d'écoeurement, de colère ou de fatalisme qui s'exprime régulièrement.

La CGT Educ'Action Rouen doit dès maintenant mobiliser les personnels de l'Éducation Nationale pour porter leurs revendications et exiger un véritable service public d'Éducation Nationale, Laïc et Gratuit de 3 à 18 ans.

La CGT Educ'Action Rouen sera auprès des travailleuseuses du public comme du privé pour lutter contre la destruction du Code du travail et la remise en cause de notre système de protection sociale, dont le système de retraite par répartition.

Construisons tous ensemble une journée de grève interprofessionnelle pour combattre ces politiques !

SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr

